

NUNATAK

COMPILATION DE TEXTES CONTRE LES FRONTIÈRES

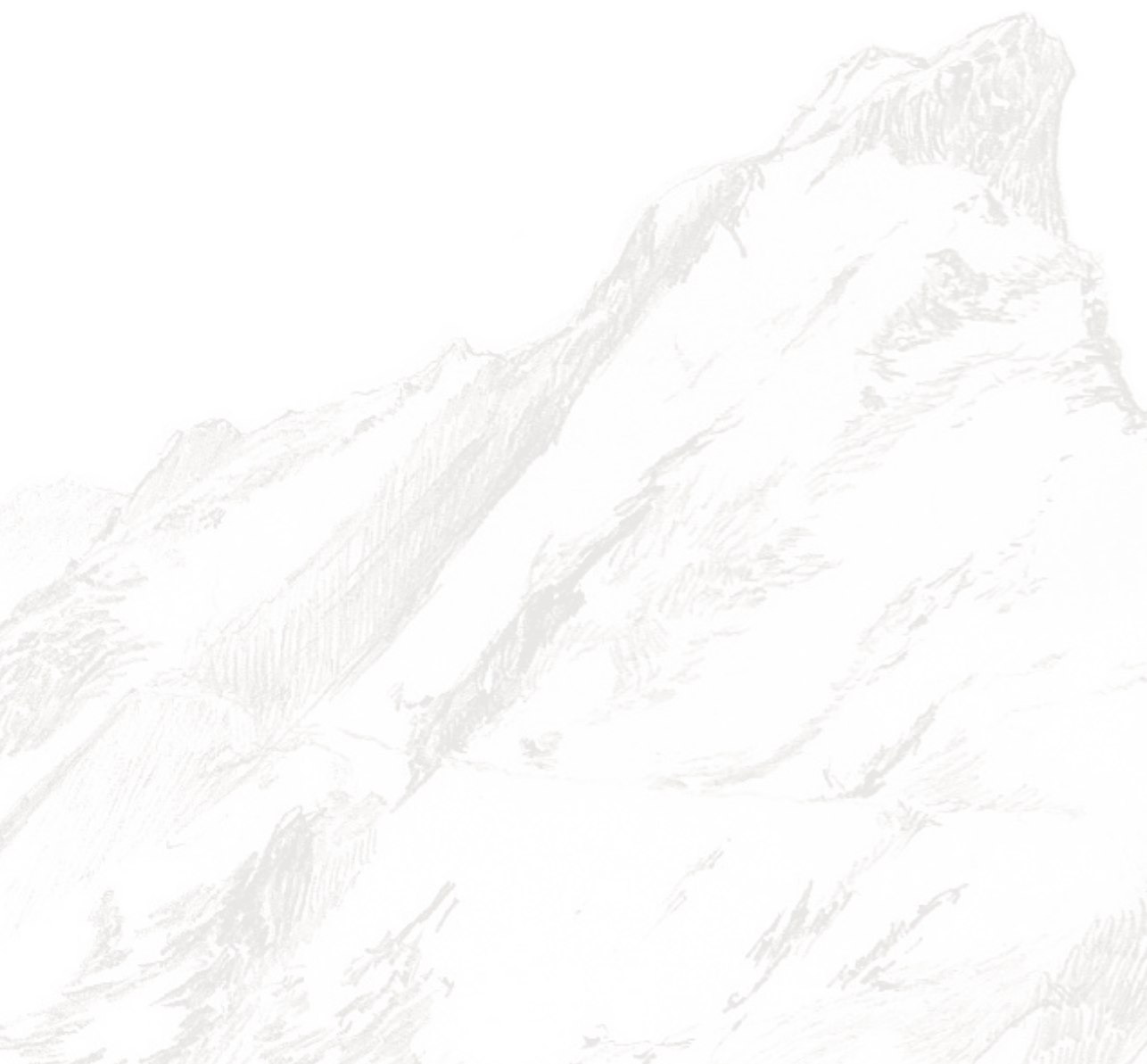
NUNATAK EST UNE REVUE D'HISTOIRES, CULTURES ET LUTTES DES MONTAGNES. AU FIL DES NUMÉROS, PLUSIEURS ARTICLES ONT ABORDÉ LA QUESTION DE LA FRONTIÈRE. NOUS REPUBLIONS ICI DEUX TEXTES PARUS DANS LE NUMÉRO 1 (HIVER/PRINTEMPS 2017) AINSI QUE DEUX ARTICLES INÉDITS À PARAÎTRE PROCHAINEMENT (NUMÉRO 3, ÉTÉ/AUTOMNE 2018).

PLUS D'INFOS SUR REVUENUNATAK.NOBLOGS.ORG

*«LES MONTAGNES SONT TOUJOURS LÀ. C'EST À CEUX
QUI Y VIVENT DE LES ACCEPTER COMME FRONTIÈRE,
OU D'EN FAIRE DES LIEUX DE PASSAGE, DE VIE ET DE
REFUGE...»*

MAI 2018





SOMMAIRE

UNE SENSATION D'ÉTOUFFEMENT DE LA MILITARISATION DES FRONTIÈRES À LA SÉCURISATION DES SOCIÉTÉS	4
AUX FRONTIÈRES DE L'IRAN ET DE L'IRAK DISCUSSION AVEC LEÏLA	10
BRISER LES FRONTIÈRES MOUVEMENT DE SOLIDARITÉ DANS LES ALPES	20
PASSEURS CLANDESTINS À LA FRONTIÈRE ALPINE	30



UNE SENSATION D'ÉTOUFFEMENT

DE LA MILITARISATION DES FRONTIÈRES À LA SÉCURISATION DES SOCIÉTÉS

Depuis juillet 2016, une garnison de soixante militaires a fait son apparition dans la vallée de la Roya, aux alentours du village de Sospel dans les Alpes-Maritimes. Dépêchés officiellement dans le cadre de la lutte antiterroriste, leur mission se limite dans les faits à patrouiller à travers les sentiers, les villages et les gares afin de rafler les migrants. La traversée de la frontière par la zone côtière de Vintimille étant devenue très difficile en raison des nombreux contrôles policiers, les migrants préférèrent se risquer à passer par les cols montagneux.

Si cet événement a fait l'objet d'une attention et d'une critique bien limitée, que ce soit de la part de la presse mais également des acteurs associatifs ou militants, il nous semble être révélateur de l'évolution du contrôle des frontières et de la militarisation de la société.

La frontière, lieu de passage et de surveillance

Les contrôles aux frontières ne sont certes pas une nouveauté. L'origine même du mot *frontière* vient de *front*, un terme militaire, qui désigne la zone de contact avec une armée ennemie, une ligne sinueuse et fluctuante évoluant en fonction des rapports de forces en présence. C'est à partir du XVI^e siècle que la frontière devient progressivement une ligne bornée, définissant une limite entre deux États. Au cours de l'histoire, des conflits s'y sont déroulés et des armées y ont été déployées. Assurer la sécurité consiste alors dans une large mesure à défendre les frontières nationales et à protéger les systèmes politiques et économiques à l'intérieur de celles-ci.

Dans les régions montagneuses, la construction de fortifications, notamment par Vauban au XVII^e siècle et le dé-

ploiement de corps spécifiques militaires, tels les chasseurs alpins dès la fin du XIX^e siècle, marquèrent un aménagement et une surveillance du territoire particulièrement accrue. Ces passages furent par ailleurs utilisés par les contrebandiers, déserteurs, bandits ou clandestins, la montagne permettant de se cacher facilement et d'esquiver les patrouilles. Selon les époques et les situations, les contrôles ont pu être accentués, ou temporairement allégés, en fonction du besoin de préserver les intérêts des États, des royaumes ou des provinces.

Plus récemment avec la construction de l'Union européenne, dans le cadre des accords Schengen notamment, les contrôles aux frontières intérieures ont pu être partiellement supprimés pour des raisons essentiellement économiques. La liberté de circulation est restée limitée aux marchandises et à une certaine catégorie de la population : les résidents européens.

La guerre

Les guerres tout comme leur corollaire, la diplomatie, sont nécessaires aux États et au système capitaliste ; que ce soit pour faire évoluer le rapport de force entre les puissances de ce monde, ou pour maintenir la paix sociale et donc la production et l'échange de valeur marchande. Elles servent aussi à relancer la croissance économique, permettent de nouveaux investissements dans des zones "pacifiées", et entretiennent des marchés comme celui de l'armement et des technologies de surveillance, du BTP, etc. Elles n'ont donc aucune vocation humanitaire, et "libérer une population opprimée" n'est utile que dans le but de perpétuer l'ordre marchand. La représentation de l'*ennemi*, apparaissant essentiellement aujourd'hui sous la figure du terroriste, est utile pour justifier les interventions militaires et le maintien de l'ordre à l'intérieur des territoires. Les mêmes arguments sont aussi bien utilisés pour mener les guerres en Irak, en Syrie ou au Mali, que pour refouler les exilés aux portes de l'Europe.



En contrepartie, le contrôle s'est accru aux frontières extérieures de l'Europe et la lutte contre le grand banditisme s'est vue renforcée. Cette liberté de circulation toute relative est de plus en plus souvent remise en question sous prétexte de maintenir la sûreté des États. Les contrôles aux frontières ont par exemple été rétablis temporairement dans certains cadres exceptionnels, afin de prévenir des menaces extérieures ou des risques de troubles à l'ordre public, comme lors de grandes rencontres internationales telles que le sommet de l'OTAN à Strasbourg en 2009 ou la Cop 21 à Paris en 2015. Les contrôles ont également été rétablis pour faire face à des vagues migratoires importantes en avril 2011 lorsque des milliers de Tunisiens et Libyens fuyaient leurs pays après les soulèvements des printemps arabes, ou depuis juin 2015 quand de nombreux réfugiés arrivaient en Europe depuis le Moyen-Orient et la corne de l'Afrique.

Un processus de traitement général des risques

La surveillance des frontières à l'époque actuelle compte parmi l'une des priorités des politiques de sécurité et de défense mises en place au niveau international et notamment au sein de l'Union européenne. Les missions de "protection" et de "prévention" englobent tout un ensemble de mesures et dispositifs complexes destinés à parer à des risques majeurs qui peuvent avoir lieu à l'intérieur ou à l'extérieur du territoire. Pour se prémunir, des études définissent les risques et les conduites à tenir, des commissions spécifiques prennent place dans les instances dirigeantes, puis des accords sont

signés lors de sommets internationaux pour permettre leur application.

Dans un rapport de 2009 émanant de l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne (IESUE)¹, on peut lire parmi tout un ensemble de préconisations : « [...] *les menaces pesant sur ses voies maritimes commerciales, les actes de piraterie en haute mer, les conflits civils et la déstabilisation par la violence de certaines régions ayant des conséquences pour l'Union en termes de flux de migrants ou de réfugiés, la perturbation des canaux d'approvisionnement en ressources ou l'encouragement du terrorisme, la prolifération des armes de destruction massive et d'autres menaces physiques nécessiteront de la part de l'Union une capacité de réaction militaire constante et toujours plus professionnelle* ».

L'immigration clandestine est donc perçue comme une « menace » parmi de nombreuses autres et le traitement requis pour ce problème est militaire. Ce même rapport préconise de renforcer le contrôle aux frontières en procédant à des « opérations d'endiguement » destinées à « protéger les riches du monde contre les tensions et les problèmes des pauvres. Puisque la proportion de la population mondiale vivant dans la misère et la frustration continuera d'être très élevée, les tensions entre ce monde et le monde des riches continueront de s'accroître, avec les conséquences que cela suppose. Comme il est peu probable que nous ayons supprimé les causes du problème d'ici 2020, en remédiant aux dysfonctionnements dont

1 L'Institut d'études de sécurité de l'Union Européenne (IESUE) est une agence autonome de l'Union européenne et a pour principale mission de fournir des analyses et des recommandations utiles à l'élaboration de la politique de sécurité et de défense commune. Il joue ainsi un rôle d'interface entre les experts et les décideurs européens à tous les niveaux.

souffrent les sociétés, nous devons renforcer nos barrières » (op. cit.). Dès lors, les enjeux qui se cachent derrière la surveillance des frontières et les motivations de la guerre livrée aux exilés tentant d'accéder au sol européen deviennent clairs : maintenir les intérêts du « monde des riches ».

Un maillage sécuritaire

La conception de l'endiguement telle qu'énoncée plus haut ne se limite pas à la défense des frontières, elle traverse aussi l'ensemble de la société. Comme énoncé dans le même rapport, « *les grandes fractures politiques qui créent les confrontations violentes majeures évoluent actuellement, passant de la compétition*

Les moyens militaires

En quelques années, l'Union européenne s'est dotée d'une capacité militaire considérable ainsi que d'une coordination de ses actions au niveau international pour réaliser ses objectifs de défense et de sécurité, à terre comme en mer. En Méditerranée, de nombreux programmes militaires ont eu pour objectifs officiels de lutter contre le trafic d'être humain, l'immigration clandestine ou le terrorisme. Des opérations se succèdent telles que « Mare Nostrum » menée par la marine italienne suite aux naufrages de Lampedusa en 2013, « Triton » menée par Frontex¹ lui succédant en 2014, « Sophia » initiée dans le cadre de la Politique de Sécurité et de Défense Commune² en 2015, ou « Sea Guardian » menée par l'OTAN en mer Égée en 2016.

Côté terre, la défense du territoire se matérialise par une protection physique exercée le long des frontières et le déploiement de troupes militaires au sol associées aux forces civiles. Ainsi, de la frontière gréco-bulgare jusqu'au port de Calais, en passant par les enclaves espagnoles de Ceuta et Mellila, des barrières, barbelés et murs sont édifiés sur des milliers de kilomètres et équipés de moyen de surveillance de haute technologie. Tout est donc prévu pour dissuader et refouler les populations fuyant en masse des zones « dés-stabilisées ». Pour compléter ce dispositif, les États disposent d'une capacité d'enfermement de milliers de personnes dans des camps ou des centres de rétention, des forces policières et militaires en nombre et un arsenal juridique de plus en plus sévère.

1 L'Agence Frontex a été remplacée par la création de l'Agence européenne de gardes-frontières le 6 octobre 2016. Cette nouvelle agence a été créée pour répondre aux nouveaux enjeux et faire face aux nouvelles réalités politiques auxquelles l'Union européenne est confrontée en ce qui concerne tant la migration que la sécurité intérieure. Elle est composée d'une agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (l'ancienne agence Frontex dotée de missions élargies) et des autorités nationales des États membres de l'espace Schengen.

2 La politique de sécurité et de défense commune (PSDC) désigne le volet de la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne (PESC) qui recouvre les opérations militaires et les missions civiles de l'Union européenne. Elle définit le cadre stratégique de plusieurs structures politiques et militaires permanentes et pose les principes des opérations à l'étranger.

horizontale entre égaux d'hier à laquelle se livraient les États d'élite à des tensions verticales entre les différentes couches socio-économiques mondiales. La technologie réduit le monde à un village planétaire, mais un village au bord de la révolution. Si nous nous trouvons en présence d'une communauté d'élite de plus en plus soudée, nous devons également faire face à des tensions explosives croissantes provenant des couches inférieures les plus pauvres. »

La surveillance s'opère donc partout à travers la société, particulièrement dans les zones sensibles à forte densité de population et à des points de tension comme les frontières. Pour cela, un arsenal sécuritaire est d'ores et déjà en place et continue de s'adapter à ces nouvelles menaces. En France, cela se matérialise par l'état d'urgence (déjà prévu pour une durée de 20 mois) et les diverses lois sécuritaires votées récemment, le déploiement militaire avec les opérations Vigipirate ou Senti-

nelle (environ 30 000 soldats mobilisés en permanence dans les opérations intérieures et extérieures), les recrutements de militaires et policiers, les moyens technologiques (vidéo-surveillance, drones, nanotechnologies, etc.) et l'enfermement (création de 33 nouvelles prisons et généralisation des peines avec assignation à résidence).

Au-delà des frontières

L'arrivée massive de migrants, largement médiatisée en Europe depuis 2015 a montré les conditions de déplacement, d'isolement voire d'enfermement que subissent les populations condamnées à l'exil. Des solidarités concrètes et directes apparaissent et se renforcent. Les initiatives locales de soutien aux migrants deviennent de plus en plus courantes. Les actes de solidarité, au-delà de l'urgence et des nécessités, sont positifs dans le sens

La gestion des flux

La gestion des flux migratoires est un processus colossal. Il repose d'une part sur un arsenal législatif permettant le traitement au plus près de la source de provenance de l'immigration. Les États multiplient les accords afin de permettre l'expulsion dans des pays tiers, monnayent la fermeture de leurs frontières ou utilisent les migrants comme moyen de pression. On a ainsi vu la Turquie bénéficier de plusieurs milliards d'euros de la part de l'Europe pour endiguer les flux de réfugiés syriens. D'autre part, cette gestion s'appuie sur l'enfermement et la coercition : des campements où sont bloquées des milliers de personnes fuyant des conflits existent et notamment aux abords des frontières de l'Europe. Ceux-ci permettent d'enregistrer les demandes d'asile avant même l'entrée sur le territoire européen, c'est-à-dire de trier en amont. Les difficultés d'accès à un titre de séjour maintiennent les personnes qui réussissent tant bien que mal à franchir les frontières dans des situations de clandestinité et d'errance. Une aubaine pour certains secteurs économiques comme le bâtiment, la restauration, l'agriculture ou les réseaux de "l'économie sous-terrainne" qui y voient une main d'œuvre bon marché.

où ils permettent des rencontres, de combattre les préjugés, les séparations et donc l'isolement. Ils amènent également une réflexion critique sur la fermeture des frontières et le repli sur soi.

Toutefois, nos engagements sont confrontés à l'urgence et aux limites matérielles. Le rythme des flux migratoires donne une dimension épuisante à nos actes de solidarité, qui peinent à ne pas se faire absorber par les logiques gestionnaires, nous laissant face à nos contradictions et notre impuissance. Dans ce contexte, il nous semble important de dépasser le prisme européen qui ne voit qu'un bout de la misère arriver à sa porte.

Les frontières se sont construites autour d'intérêts économiques et militaires définis en fonction des besoins des États. Elles sont aujourd'hui devenues indispensables à des sociétés fonctionnant grâce à l'exploitation des populations, la marchandisation des biens et la coercition. Ainsi, nous souhaitons amener une réflexion sur les liens qui existent entre les guerres d'intervention et la défense des frontières, entre la protection du système marchand et la migration forcée de milliers d'individus, mais aussi entre la précarisation de nos sociétés et leur militarisation grandissante.

Des membres de la rédaction



AUX FRONTIÈRES DE L'IRAN ET DE L'IRAK

DISCUSSION AVEC LEÏLA



Cet entretien est né d'une rencontre. Il aurait pu être réalisé à la montagne dans un alpage des Écrins où Leïla est bergère à la belle saison, mais c'est à la terrasse d'un café à Marseille que nous nous sommes entretenus avec elle. Son projet et ses fréquents voyages au Başûr, le Kurdistan Irakien, nous ont donné l'envie de parler dans la revue *Nunatak* de cette région souvent ignorée en Europe.

Nous nous sommes rencontrés car nous partageons le désir de comprendre les luttes et résistances qui se déroulent au Kurdistan, les réalités propres à ce territoire de montagne. Nous nous interrogeons sur la résonance qu'il peut y avoir entre les luttes menées là-bas et les nôtres, car il nous semble que c'est par la compréhension et l'échange que les distances qui les séparent peuvent s'amenuiser. Les combats et la place des femmes nous questionnent particulièrement dans le contexte de guerre et de répression que connaissent les Kurdes depuis des dizaines d'années.

Loin d'un discours de spécialiste présentant une implacable analyse géopolitique, ou d'un folklore militant cherchant à faire vivre au lointain une idéologie révolutionnaire, nous désirons simplement apporter un témoignage proche, palpable, où les mots *raconter, écouter, regarder* prendraient leur sens.



Qu'est-ce qui t'as amenée à aller au Proche Orient, puis au Kurdistan ?

J'ai fait ma troisième année de licence d'anthropologie à Beyrouth, c'était l'année juste avant la guerre en Syrie. J'étudiais les rapports de pouvoir et de domination entre les femmes qui viennent travailler comme domestiques – asiatiques et africaines principalement – et les maîtresses de maison libanaises. Pour mon master, j'avais envie de continuer à réfléchir à la fois sur le genre et sur l'immigration et le Kurdistan irakien était une grosse plaque tournante migratoire à ce moment-là. J'ai fait mon travail de terrain dans des camps de réfugiés tenus par le HCR¹ et des ONG, et dans des camps

tenus par des partis politiques kurdes iraniens. J'avais envie de poser cette question de la dimension genrée des migrations.

En faisant mon travail préparatoire, ce que j'ai vu, c'est que dans toutes les statistiques, il y a autant de migrantes que de migrants dans le monde². Mais une fois en Europe, les femmes sont complètement "invisibilisées". On ne les voit pas dans la rue, on n'en parle pas dans les travaux de recherche, ni dans la sphère médiatique. Cela m'a amenée à me demander : où sont-elles ? Comment se déplacent-elles ? Pourquoi ne les voit-on pas, alors que l'on voit les hommes ? Les hommes comme les femmes sont en situation très précaire, donc ce n'est pas seulement la précarité qui explique cela. L'idée était d'aller chercher ces réponses à la source, de voir comment ces femmes partent, comment elles pensent leur trajet de migration, comment elles s'organisent pour le départ. Dans ces camps de réfugiés, je les rencontrais alors qu'elles étaient à une étape intermédiaire de leur migration : des femmes qui étaient parties d'Iran, qui s'étaient retrouvées en Irak et dont la plupart voulaient aller en Europe. Elles me racontaient leur départ d'Iran. Je vivais avec elles au quotidien. C'était l'occasion de comprendre, de partager ce moment de recomposition à travers le passage dans les camps, l'attente et tout ce que ça implique. Avec, en toile de fond, la construction d'un autre voyage vers l'Europe qui n'arrive pas toujours.

¹HCR : Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés.

²Selon une étude des Nations Unies datée de 2013, les femmes représentent 48% de l'effectif mondial de migrants et c'est en Europe que la part des femmes parmi les migrants est la plus élevée (51,9%). cf. www.oecd.org/fr/els/mig/les-migrations-internationales-en-chiffres.pdf ou la brochure de la Cimade sur ce sujet : www.lacimade.org/wp-content/uploads/2013/06/Petit-guide-femmes.pdf.



Avant d'en venir à la situation des femmes, peux-tu nous parler de la vie autour des frontières ?

La frontière entre l'Iran et l'Irak est très poreuse. C'est une frontière assez ancienne, car c'était celle entre l'Empire ottoman et l'Empire perse. Les émirats kurdes fonctionnaient de façon plutôt autonome, ils étaient rattachés aux empires, mais cette frontière n'avait pas vraiment de réalité physique. Après la première guerre mondiale, le territoire de l'Empire ottoman est divisé entre les vainqueurs. Des États apparaissent alors au Moyen-Orient, certains sous mandat colonial, d'autres indépendants. Les zones peuplées par les Kurdes sont divisées par les frontières de quatre États : l'Iran, l'Irak, la Turquie et la Syrie. Certains États vont se développer sur un concept d'État-Nation, en mettant en avant une soi-disant

identité nationale (un État, une langue, une religion, une culture) et tenter d'uniformiser leur population, soit par des politiques d'assimilation forcée, avec par exemple l'interdiction de parler le kurde, soit par des déplacements massifs d'habitants. Dans l'Irak sous mandat britannique, la puissance coloniale ne s'intéresse que peu à la zone kurde. Vers les années 70, le parti Baas³ au pouvoir met en place des réformes agraires, sur un modèle de collectivisation. Et très rapidement pour les Kurdes, cela se traduit par une forte politique de répression et de destruction des villages de montagne. C'est aussi une forme de contrôle des populations. En effet, les populations sont déplacées de

³ Parti Baas : Parti de la Résurrection Arabe et Socialiste, créé à Damas en 1947, dont le but est l'unification des différents États arabes en une seule nation socialiste. Au pouvoir en Syrie depuis 1963, et en Irak de 1968 à 2003, où il est dirigé par Ahmad Hassan al-Bakr puis par Saddam Hussein.

leurs villages, et envoyées dans des villes nouvelles, créées dans les vallées pour l'occasion, nommées *mujamma'at*. Ce ne sont d'ailleurs pas vraiment des villes, mais juste des rangées de maisons carrées alignées les unes à la suite des autres. Un véritable quadrillage, avec une maison à chaque croisement et rien d'autre. Elles ont servi à concentrer les villageois, tout en les forçant à pratiquer une agriculture planifiée par le parti Baas. Le Kurdistan du sud en Irak était pourtant une zone très rurale et la vie sociale était fondée sur les rythmes agricoles. Ces déplacements ont détruit les modes de vie basés sur une économie d'agriculture vivrière et ont éloigné la population de leurs savoir-faire agricoles. À partir de 1980, la guerre entre l'Iran et l'Irak⁴ entraîne une importante militarisation de la frontière, et d'importants déplacements de population de part et d'autre de celle-ci.

C'est ce qui a engendré ce mode de vie autour des frontières, c'est-à-dire les passages clandestins de matériel ou de personnes... ?

En Iran, la répression a pris la forme de la destruction des ressources comme les champs ou les forêts, et de politiques de sous-développement programmé, avec par exemple l'interdiction implicite d'installer des industries dans certaines régions. Tout ce qui permettait aux Kurdes de vivre a été détruit et des mouvements de population ont eu lieu. Ces volontés politiques ont énormément paupérisé le Kurdistan. Cela a fait que les habitants des zones les plus touchées se sont retrouvés sans rien pour vivre. La frontière est donc devenue la seule ressource, car quand le

gouvernement brûle les terres cultivées tous les deux ans, il est impossible d'en vivre. L'économie s'est donc beaucoup organisée autour de la frontière et du passage de marchandises dans un sens et dans l'autre, avec notamment l'import en Iran de produits interdits comme l'alcool et de produits manufacturés occidentaux ou fabriqués ailleurs dans le monde.

Inversement, y a-t-il des objets qui passent de l'Iran à l'Irak ? Trouver des passeurs pour traverser les frontières est-il facile ? Comment s'organisent ces réseaux ?

L'Irak n'a aucune autonomie alimentaire et quasiment pas d'industrie, toute l'économie est fondée sur le pétrole. Comme les marchandises qui passent légalement sont taxées, il y a beaucoup de passages "informels". Cette économie autour du passage clandestin permet aux frontaliers de vivre, qu'ils soient passeurs, revendeurs, ou qu'ils transportent les marchandises qui ont déjà passé la frontière jusqu'aux centres urbains. Il s'agit d'une économie de survie pour les frontaliers, particulièrement du côté iranien. Cela concerne autant les passages de biens que de personnes. Chaque personne qui a une mule et qui connaît la montagne, peut aller chercher de la marchandise de l'autre côté puis la rapporter. Cela fonctionne juste avec des réseaux de connaissances et d'entraide qui permettent de savoir où aller chercher la marchandise. C'est des petits métiers, de "l'artisanat de passage". Il y a peu de grosses organisations, ou de mafias, comme on imagine en Europe. Et pour le passage des personnes, il suffit d'aller dans un village et de dire « *je veux passer* » et il y a le type de la maison d'à côté qui t'emmène...

⁴ Guerre Iran-Irak : guerre qui opposa l'Irak à l'Iran de 1980 à 1988 et qui fit environ 300 000 morts en Irak et peut-être un million en Iran.

Quelle est la réponse à ces passages clandestins de la part des autorités ?

La frontière est très militarisée, et tuer des gens à la frontière fait partie de la politique de répression menée contre les Kurdes. C'est une répression très violente. Les gardes-frontières tirent à vue. Il faut comprendre que cette solution de vie autour des passages clandestins a été mise en place suite à la destruction de toutes les autres ressources. C'est très dur pour les gens, on les empêche de vivre et de s'en sortir grâce à la terre. Et quand ils trouvent une solution parallèle, ils se font encore une fois réprimer... Dans tous les villages, il y a des personnes qui sont mortes sous les balles en passant la frontière. Les gardes vont jusque sur les sentiers de montagne, mais la frontière reste encore très poreuse car ils ne peuvent être partout ; la montagne est une bonne cachette.

Comment réagit la population ? Existe-t-il des mouvements de protestation face à cette situation ?

Oui, il y a une grosse colère qui monte : suite à la répression, les villageois ont essayé de contourner le système pour survivre, et sont à nouveau réprimés. Depuis deux ans, il y a des émeutes et des grèves dans les villages proches de cette frontière. Tous les Kurdes qui dépendent de cette économie parallèle, que ce soit les passeurs, les commerçants, les gens qui font du passage dans d'autres villes, les taxis... tous ces gens-là se sont mis en grève. Il y a eu de gros rassemblements, des tentatives de manifestations qui ont été réprimées. Mais les grèves ont quelques fois duré plusieurs semaines, ce qui est très impor-

tant pour des personnes qui n'ont que peu de ressources. Le mouvement a repris une ampleur qu'il n'avait pas eue depuis longtemps. Le fait d'avoir bravé la peur de la répression et que tout le monde ne soit pas mort en sortant dans la rue, a redonné la possibilité de créer un rapport de force en faveur des habitants. Il est donc de nouveau possible d'avoir une visibilité politique dans la région.

Quelles sont les causes principales qui ont poussé les femmes que tu as rencontrées à migrer ?

Ces causes varient selon les situations et les époques. Pendant la guerre Iran-Irak, les populations sont parties parce qu'elles étaient bombardées. Elles sont parties sans rien, les villages étant incendiés.



Pour les femmes qui sont venues plus récemment, aller en Europe permet d'imaginer un autre futur que celui qui est complètement bloqué au Kurdistan. Parfois, il s'agit de pouvoir reprendre des études ; de rompre avec leur famille ou d'éviter des mariages forcés. Mais quitter l'Iran permet aussi de s'engager politiquement. Certaines partent pour militer, pour rejoindre les camps d'entraînement⁵ et lutter à la fois pour les droits des femmes et pour les droits des Kurdes. Pour elles, c'est une même dynamique. Il y a aussi le cas de certaines femmes qui militaient déjà en Iran ou qui sont issues de familles militantes, et qui sont touchées par la répression politique. Et le jour où cette répression tombe et où l'on vient les chercher pour les mettre en prison, elles essayent de partir le plus vite possible pour passer la frontière avant de se faire attraper.

Et comment partent-elles ?

Cela dépend beaucoup de leur statut social, et de si elles viennent de la ville ou de la campagne. Le passage de la frontière n'est pas très cher, environ l'équivalent de 30 ou 40 euros. Mais les paysannes des montagnes, tout comme les femmes en général, n'ont pas accès à l'argent car celui-ci appartient à la famille. Une des ressources qu'elles ont, c'est l'or que l'on offre aux filles, à leur naissance et aux moments importants de leur vie. Même dans les familles très pauvres, elles ont au moins un tout petit peu d'or, que ce soit une paire de boucles d'oreille ou des bracelets. Si elles partent sans l'accord de leur famille,

⁵ Camps d'entraînement des partis kurdes iraniens d'opposition, violemment réprimés en Iran. Ces véritables villages sont installés depuis les années 90 au Kurdistan irakien.

elles descendent en ville en essayant de trouver une raison, elles emmènent leurs petits frères pour ne pas être seules. Elles laissent les frères à la ville, vendent leurs bijoux et partent avec l'argent.

Les réseaux de passeurs sont très simples à trouver. Ce n'est pas quelque chose qui demande des recherches ou des contacts.

Tout l'enjeu est d'avoir un point de chute de l'autre côté. Les personnes qui sont vraiment frontalières y ont souvent de la famille. Il y a aussi la solution des camps des partis politiques, pour celles qui ont cette volonté ou qui ne peuvent aller dans leur famille. À leur arrivée dans les camps, les femmes (et aussi les hommes) commencent par faire cinq mois de formation de *peshmerga*⁶. Pendant tout leur séjour, elles seront nourries, logées, et pourront participer à la vie du camp.

Mais sinon, une femme ne peut pas arriver seule en Irak et louer un appartement ou une chambre, même avec beaucoup d'argent. Toute femme seule doit être hébergée par quelqu'un.

C'est aussi le cas pour les hommes ? Ou seulement pour les femmes ?

Non, que pour les femmes. Pour les hommes, il est possible d'aller à l'hôtel. Il y a aussi beaucoup de grands bâtiments en béton qui n'ont pas fini d'être construits comme partout au Moyen-Orient, et que les migrants squattent pour y loger.

Quelles sont les autres difficultés rencontrées par ces femmes ?

Se déplacer et se loger sont vraiment des points sensibles. Mais aussi obtenir de

⁶ *Peshmerga* : combattant en kurde, étymologiquement « qui est au devant de la mort ».

l'argent. Si tu n'as pas d'argent à la base, homme ou femme, tu ne bouges pas. Les personnes qui arrivent jusqu'en Europe sont celles qui ont un minimum d'argent. Pour les hommes, c'est plus simple. Tu peux travailler dans le bâtiment : c'est certes dangereux, ça demande de se regrouper à 6 heures du matin au bord d'une grande route à attendre qu'un camion te prenne pour t'emmener travailler illégalement sur des chantiers où des fois le patron ne te paye pas. C'est loin d'être idéal, mais cette solution existe toujours et quasiment tout le long du parcours : en Irak, en Turquie, en Grèce, en Italie... C'est très difficile, mais ça se sait et tout le monde le fait.

Alors que trouver du travail en tant que femme, c'est beaucoup plus compliqué. Une fois que tu arrives en Europe, il y a les ménages ou la restauration. Au Kurdistan irakien, pour trouver du travail, cela passe par des réseaux : ceux des familles ou des réseaux de femmes qui se constituent au cours des migrations. Les femmes qui sont parties sans l'accord de leur famille ne peuvent plus bénéficier des réseaux de celle-ci.

Est-ce pour cela que certaines vont dans les camps d'entraînement ?

Il existe plusieurs raisons qui peuvent être liées. Le passage par les camps des partis permet aux femmes de se reposer pendant un moment, tout en étant entourées et en sécurité. Elles viennent aussi par choix politique. Certaines choisissent par exemple de rejoindre l'Organisation des Femmes. C'est une structure non mixte interne aux partis, créée et gérée par et pour les femmes. Elle s'occupe de répondre à leurs besoins spécifiques et

milite pour un changement social global, participe au règlement des conflits internes et fait pression au sein même des partis pour que les femmes jouissent d'une vraie participation politique. Les femmes s'organisent en collaboration avec les militantes clandestines restées en Iran et proposent des actions à destination des luttes de femmes au KRG⁷ et en Iran. Par exemple, avec le Komala⁸, elles font des tournées dans les villages côté irakien pour faire de la prévention contre les viols et les mariages forcés et mener des groupes de discussion. Cette organisation permet aussi de regrouper les différents réseaux, de les collectiviser. Par exemple, c'est aussi un moyen de trouver du travail en sortant des réseaux familiaux.

Des actions sont donc organisées à partir des camps en Irak, pour lutter et défendre les droits des personnes en Iran. Comment font-elles pour lutter dans un pays dans lequel elles ne vivent plus ?

C'est un gros problème et c'est très dur mentalement. Tu ne peux rentrer dans ces camps qu'à condition d'effectuer les cinq mois de formation de *peshmerga*. Et une fois à l'intérieur, tu passes un point de non-retour car il y a des espions, tu es fichée et tu ne peux plus retourner en Iran sans risquer ta vie.

7 KRG : Gouvernement régional du Kurdistan d'Irak, instance dirigeant la Région autonome du Kurdistan d'Irak, formée en 2005, à la suite de l'invasion américaine et de la chute du régime de Saddam Hussein, forte alliée des États-Unis et de la Turquie, marquée par un mode de développement capitaliste. Par abus de langage, les abréviations KRG ou GRK sont souvent utilisées pour désigner le territoire.

8 Komala : Comité des révolutionnaires du Kurdistan iranien, organisation marxiste-léniniste fondée en 1969.

Un des gros travaux à l'intérieur du camp est la communication et la production d'information. Une télé, une radio et un journal ont été créés et sont diffusés clandestinement au Kurdistan d'Iran. Leur chaîne fait partie d'un bouquet satellitaire, que tout le monde regarde, même si c'est interdit. Le journal est diffusé toutes les deux semaines en trois langues (*farsi*, kurde *sorani* et *kurmanji*). Ce travail ne peut se faire directement en Iran à cause de la répression. Alors des militant-e-s traversent régulièrement la frontière et arrivent avec des informations qui sont utilisées par ces médias puis rediffusées en Iran. Ces personnes doivent se déplacer à visage caché et ont besoin d'une organisation importante pour leur protection. Mais depuis presque un an, il n'y a plus d'argent et la radio puis la télé ont dû arrêter d'émettre, ce qui est un énorme coup dur car cela représentait un gros moyen d'action.

Un autre moyen de lutte depuis les camps est de répondre aux besoins de mise en réseau des personnes clandestines en Iran, de recueillir des informations et de les regrouper, et de préparer des missions. Aujourd'hui, les camps du Komala et du PDKI⁹ sont de nouveau attaqués directement par les agents iraniens. La répression rend la recherche de financements difficile et précarise ces bases arrières. Ces conditions ont motivé la décision de ces partis de reprendre la guérilla comme mode d'action depuis mars dernier.

En fait, si tu vas dans le camp, c'est un point de non-retour en Iran, mais ça peut être aussi une étape de la migration vers l'Europe ?

C'est vraiment très courant, toutes les personnes qui ont un peu d'argent partent ensuite vers l'Europe. Les gens restent en fonction de leur accès à l'argent, les personnes qui restent longtemps le font parce qu'elles sont bloquées. C'est aussi pour cela que les femmes restent plus longtemps que les hommes. La durée va de quelques mois à environ quinze ans... Beaucoup d'entre elles désirent quand même continuer à militer en Europe.

Le rapport homme-femme est-il différent dans les camps et dans le civil ?

Oui, l'idée du Komala et du PDKI est que les hommes et les femmes deviennent égaux, et donc doivent l'être à l'intérieur du camp. Les femmes sont encouragées à participer aux tâches militaires, et les hommes aux tâches ménagères, à la cuisine et à s'occuper des enfants, ce qui fonctionne plus ou moins ! Il y a aussi des règles autour du mariage (qui n'est déclaré qu'au parti), avec par exemple un temps obligatoire de vie commune imposé au préalable. Il faut se rendre compte qu'au Kurdistan en Iran, il y a une ségrégation sexuelle très forte. Quand tu es une femme, a priori tu n'as jamais été en mixité avec des hommes en dehors de ceux de ta famille rapprochée. Arriver dans un camp militaire en mixité, c'est très dur, mais c'est aussi très valorisant de participer à ces idées d'égalité. Cela est valable pour les hommes comme pour les femmes. Mais pour appliquer les règles des partis, il faut lutter contre toute une construction sociale autour des rapports de genre dans laquelle chacune et chacun a grandi, et qui persiste encore souvent dans les camps des partis. Et comme par-tout, ces rapports sociaux nécessitent un temps pour être déconstruits.

⁹PDKI : Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran, parti socialiste fondé en 1945 afin de « promouvoir une solution fédérale pour les différents peuples d'Iran ».

Tu as pour projet de réaliser un documentaire avec une amie au Kurdistan irakien. Peux-tu nous en parler ?

Nous voulons réaliser un film sur les militantes vivant dans un camp tenu par un parti d'opposition et de guérilla kurde iranien. Nous suivrons le parcours de l'une d'entre elles dans cette trajectoire de construction politique : depuis le début de sa formation politique et militaire, à l'issue de laquelle elle obtient son statut de *peshmerga*, jusqu'à son intégration dans le camp principal du parti. Ces femmes arrivent au camp pour lutter en tant que femmes kurdes en Iran, avoir des droits, un statut. Mais en fait, même si le PDKI et le Komala soutiennent le principe d'égalité, les choses sont beaucoup plus compliquées dans la pratique. L'idée est donc de partager leurs expériences et de poser la question : comment, en tant que femmes, elles ou nous ici, arrivons-nous à tenir nos objectifs de luttes et à faire face à la reconduction de rapports de pouvoir dans nos propres groupes ?

Novembre 2016

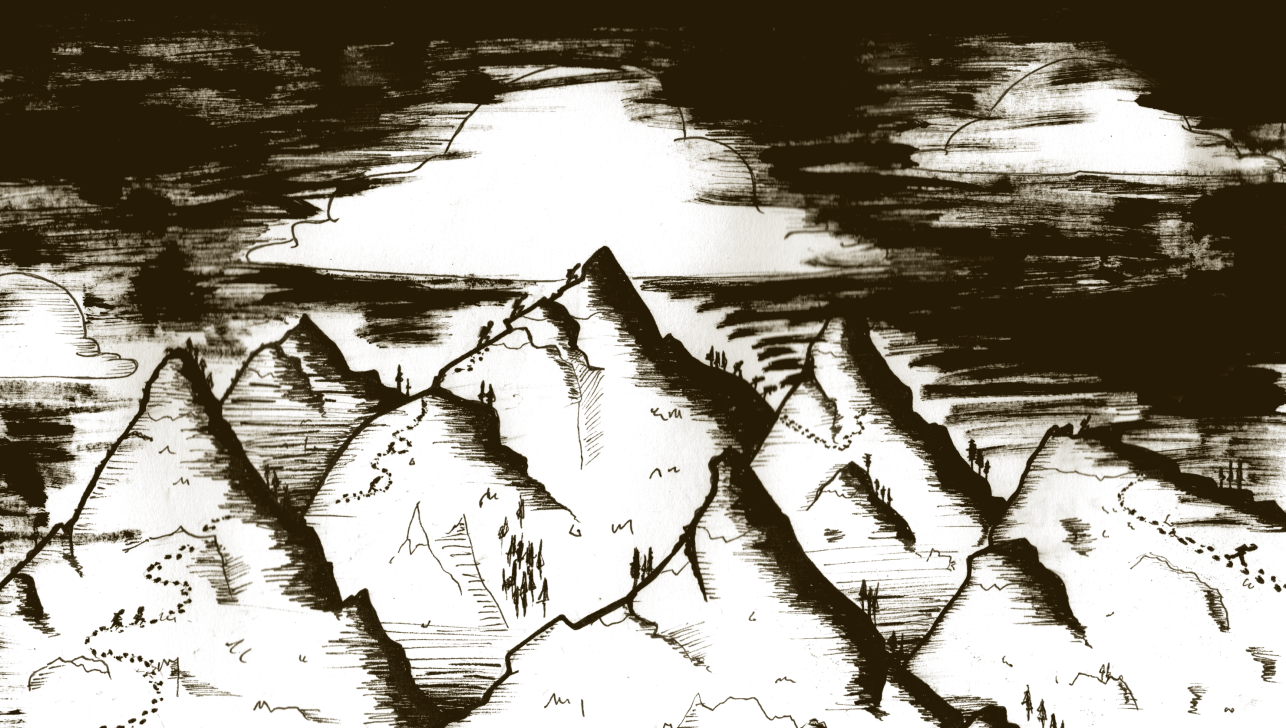
Ci-contre : «Libertés»



BRISER LES FRONTIÈRES

MOUVEMENT DE SOLIDARITÉ DANS LES ALPES

Depuis presque trois ans, le Briançonnais retrouve sa triste vocation frontalière, les barrages de police sont fréquents et les contrôles incessants. Les migrants, après avoir traversé le désert et la Méditerranée, sont traqués et pourchassés dans la montagne par les forces de l'ordre. Un fort mouvement de solidarité s'est constitué dans la vallée, pour faciliter les passages, accueillir et accompagner ces indésirables que l'État pousse à la clandestinité. L'article qui suit est la retranscription d'une discussion avec Saxo, un habitant du Briançonnais, impliqué dans le mouvement de solidarité avec les migrants.



Un mouvement de solidarité existe dans les Hautes-Alpes depuis des années, avec des associations telles que RESF ou la Cimade et des particuliers qui hébergent des sans-papiers. Il prend un nouvel essor avec l'expulsion de Calais et des campements à Paris en 2015...

Un mouvement, « Pas en notre nom », s'est constitué notamment suite à l'émotion suscitée par les photographies de la mort d'un enfant syrien sur la plage, avec un rassemblement à Briançon. Suite à ça, l'association Tous Migrants a été créée, pour promouvoir l'accueil des expulsés de Calais à Briançon. Un Centre d'accueil et d'orientation¹ (CAO) y est établi à l'automne 2015, puis un CADA², et tout un réseau associatif participe de près ou de loin à organiser des activités pour les migrants, majoritairement du Soudan et d'Afghanistan. À l'hiver 2016-2017, un migrant qui traverse la frontière par le col de l'Échelle a les pieds gelés et est amputé. Puis avec les histoires de dublinage³ les migrants des CAO d'Embrun et

Briançon se mettent en grève de la faim, occupent le parvis de la MJC et organisent une marche sur la préfecture en juin 2017. Ces événements confrontent les Hauts-Alpins à la réalité des expulsions, des passages de frontière et des risques encourus par les exilés. Les passages clandestins étaient très peu nombreux à l'époque, en tout cas sans commune mesure avec ce que l'on peut voir aujourd'hui. Contrairement à l'idée véhiculée, on n'assiste pas forcément à un déplacement des flux suite à la militarisation de la Roya⁴ et la fermeture de la frontière à Vintimille. Dans le Briançonnais, la plupart des exilés viennent d'Afrique de l'Ouest, surtout de Guinée-Conakry et de Côte-d'Ivoire alors que dans les Alpes maritimes, c'était surtout des Soudanais ou des Érythréens. C'est le début d'une nouvelle route migratoire.

L'hiver 2016-2017, c'est aussi le début des maraudes dans la montagne.

Oui, cette histoire de migrant amputé à cause de ses pieds gelés a marqué les esprits. Les exilés traversent la frontière par des passages difficiles et enneigés, comme le col de l'Échelle. Ils y vont en jean et en baskets, pas du tout équipés, alors qu'ici les placards débordent de vêtements techniques adaptés au froid. Alors cinq ou six personnes, surtout des accompagnateurs et accompagnatrices en montagne, se sont organisées pour

1 Les CAO sont des centres créés pour que les personnes choisissent entre le dépôt d'une demande d'asile ou le retour au pays. Participant à la logique de tri, ils ont surtout servi à dispatcher les migrants présents à Calais sur tout le territoire. [Ndlr]

2 Centre d'accueil de demandeurs d'asile, sensé offrir un logement aux personnes ayant déposé une demande d'asile dont l'examen a été accepté par la préfecture. [Ndlr]

3 Dublin III est un règlement voté au Parlement européen en 2013 selon lequel l'État responsable de la demande d'asile d'un·e migrant·e est le premier pays par lequel le/la migrant·e est entré·e sur le territoire européen. Toutes les personnes migrantes qui circulent sur le territoire européen sont forcées de donner leurs empreintes digitales aux autorités de chaque pays qu'elles traversent. Les empreintes prélevées sont enregistrées dans un fichier (EURODAC) consultable par tous les

États européens afin de contrôler les migrant·e·s et les renvoyer dans le premier pays d'entrée (Italie ou Grèce dans la plupart des cas). Cette procédure est souvent appelée dublinage. [Ndlr]

4 La vallée de la Roya située au nord de Vintimille voit depuis 2015 des militaires patrouiller dans la montagne et pourchasser les migrant·e·s. Les habitants solidaires qui les cachent ou les aident à passer sont poursuivis en justice. [Ndlr]

D'occupation...

Avec le nombre croissant d'exilés arrivant dans les Hautes-Alpes, il a fallu trouver de nombreuses solutions d'hébergement, temporaires ou pérennes. Face à l'urgence, quelques lieux ont été mis à disposition par des communes, comme le Refuge solidaire à Briançon, et de nombreux particuliers ont mis à disposition une chambre ou un appartement pour héberger les personnes que l'État ignore et juge indésirables. Plusieurs lieux ont été occupés dans le département par des personnes solidaires. Il y a eu tout d'abord la Maison Cézanne, ouverte à Gap afin d'héberger des familles sans papiers en avril 2016 avec des associations et individus regroupés au sein du collectif Un toit un droit. Pendant l'été 2017, c'est à Briançon qu'une ferme abandonnée depuis plusieurs années est rénovée entièrement par un groupe de personnes déterminées afin d'offrir un toit aux exilés qui veulent rester à Briançon, se reposer, prendre le temps de choisir où ils veulent aller. Ce lieu s'appelle Chez Marcel et permet aussi aux différents réseaux de se rencontrer et de s'organiser.

monter régulièrement au col de l'Échelle pour aller à la rencontre des migrants et les aider à passer, leur donner de l'équipement adapté pour évoluer dans la neige. Avec l'arrivée du printemps, et surtout l'été, les passages sont plus faciles et s'intensifient, les maraudes s'arrêtent mais des personnes continuent à faire le trajet vers la frontière pour ramener des migrants à Briançon.

Avec le nombre croissant d'exilés arrivant dans les Hautes-Alpes, les lieux d'accueil se multiplient. À Briançon, il y a l'ouverture du squat Chez Marcel et la mise à disposition du Refuge solidaire par la communauté de communes.

La marche des migrants de Briançon à Gap en juin 2017, qui rassemble des personnes de tous horizons, se termine par une occupation devant la préfecture. À cette occasion, un groupe de personnes plus déterminées se rencontre et envisage d'ouvrir un squat à Briançon. Au début, l'idée est d'accueillir les Soudanais en lutte qui risquaient de se retrouver à la

rue avec la fermeture du CAO. Au final, le CAO ne ferme pas et Chez Marcel devient un lieu d'accueil pour des exilés qui souhaitent rester dans le Briançonnais, où des personnes avec et sans papiers font des travaux pour rendre la maison habitable et confortable. Au même moment, la communauté de communes met à disposition l'ancienne caserne des CRS, transformée en centre d'hébergement d'urgence, où les exilés dorment une ou deux nuits et sont mis dans un train en direction de Paris ou Grenoble pour que les flux circulent, la crainte de la mairie étant que ça fasse désordre. Une centaine de particuliers hébergent aussi des exilés chez eux. À cette époque, les passages de frontière sont nombreux, une vingtaine de migrants traversent tous les jours, malgré la militarisation croissante.

L'entrée dans l'hiver 2017-2018 marque alors la médiatisation de ce qui se passe dans le Briançonnais...

Il y a une espèce de transfert des drames dans la Méditerranée qui étaient peu

Ci-contre : manifestation au col de Montgenèvre, rassemblant des personnes venues des deux côtés de la frontière. Le réseau italien "Briser les frontières" est implanté dans le val de Suse.

palpables pour les habitants car éloignés du territoire, au milieu de la mer... Là ça se passe dans les Alpes, dans un endroit connu surtout par le tourisme. De nombreuses personnes sont venues en vacances ici, pour skier ou aller en montagne. Il y a cette conscience que la montagne est un milieu hostile, dangereux. Les médias s'emparent de ce qui se joue au col de l'Échelle, en le comparant à ce qui se déroule en Méditerranée. Tu as le désert, la mer et le col de montagne, une sorte d'épopée pour les exilés qui voyagent jusqu'en France. Quand les médias viennent dans le Briançonnais, les journalistes sont là quelques jours et ils veulent absolument passer une journée en montagne pour suivre les maraudeurs, comme si ils embarquaient sur un bateau de sauvetage en Méditerranée, sauf que tu vends un autre produit qui est le col de montagne. Il y a alors une sorte de mystification de la montagne et des « montagnards solidaires », comme si tous les montagnards étaient forcément solidaires...

Et certaines professions collent au besoin du mythe, comme les guides de haute montagne.

En réalité, des guides qui vont chercher des migrants en montagne, il y en a très peu. La plupart des maraudeurs sont des accompagnateurs ou accompagnatrices en montagne, des personnes qui bossent dans le bâtiment, des chômeurs, mais les médias préfèrent mettre en avant les guides comme des espèces de héros, alors que ces derniers s'intéressent plus à la course en montagne avec des clients, à la performance, mais pas aux sans-papiers. Ils n'ont pas cette dimension altruiste qu'on leur prête, ils sont plutôt apolitiques. Ce qui ne veut pas dire que tous les maraudeurs sont politisés, loin de là. Mais les guides correspondent au besoin du mythe, comme des personnes qui ont une vie incroyable, tout le temps dehors à braver la tempête, à connaître parfaitement ce qui constitue un danger potentiel pour le commun des mortels, des techniques pour évoluer dans des milieux hostiles, verticaux, etc. C'est moins ven-



deur, moins exotique de dire que c'est un simple maçon qui va secourir des gens en montagne. Les accompagnateurs en moyenne montagne sont très présents, mais ce n'est pas la même profession que guide, ils n'ont pas les mêmes prérogatives, ont un diplôme plus accessible et gagnent moins d'argent. Leur boulot c'est plus d'emmener des gens en montagne et leur parler de la faune, de la flore, de l'histoire des paysages et des territoires, bref du monde qui les entoure. Ça explique peut-être que ce soit plutôt ce profil de professionnel de la montagne qu'on retrouve en maraude. Il y a peut-être une confusion entre les deux métiers, mais il y a cette image envahissante des guides de haute montagne, comme s'il fallait être un surhomme pour aller en maraude et faire passer des gens.

Les maraudes, c'est surtout un acte humanitaire ? C'est souvent présenté comme du sauvetage, de la même manière que des associations sauvent des gens en Méditerranée...

Pas forcément, je pense que ça dépend des personnes. Il y a une période où les gens y allaient pour ça c'est sûr, ça donnait du sens, en se disant : « ça y est, ça se passe devant chez moi ». Souvent tu te sens impuissant face aux horreurs de ce monde, les migrants qui se noient en Méditerranée ou l'esclavage en Libye en sont des exemples. La montagne est un milieu hostile surtout l'hiver, il y a un vrai danger. À un moment tu te dis là je peux avoir une prise sur ce qui est en train de se passer, avoir une possibilité d'action et filer un coup de main. Effectivement, quand tu vas chercher des gens en montagne, qui risquent d'avoir des membres gelés ou de mourir d'hypothermie, tu as

l'impression de servir à quelque chose. Tu peux mettre en pratique ce que tu penses, sortir de l'impuissance et de la frustration d'être capable de rien contre ce système dégueulasse. Mais pour moi, les maraudes ce n'est pas seulement le sauvetage sensationnel au col de l'Échelle, c'est aussi tous ces actes qui permettent de faciliter les passages, de faire des traces dans la neige, récupérer les personnes qui traversent par le col du Montgenèvre, etc. Pour les personnes que je connais, avec qui je fais des maraudes, l'objectif est surtout de faciliter les passages, de permettre aux exilés d'échapper aux contrôles. C'est assez dur, tu es toujours sous pression avec les flics, si tu te fais serrer tu risques d'être poursuivi, les migrants que t'accompagnes expulsés.

Le fait que les migrants passent dans la montagne, par des chemins de plus en plus dangereux, c'est surtout lié au renforcement des contrôles frontaliers et à la présence policière...

Ce n'est pas une évidence pour tout le monde, il y a des désaccords sur le rapport à avoir face aux forces de l'ordre. À une réunion sur les maraudes, une personne a proposé de dénoncer les passeurs. Les personnes présentes ont exprimé leur souhait qu'il n'y ait pas de collaboration avec les forces de l'ordre, que c'était de la délation. Lors de la cordée solidaire cette hiver, des personnes tenaient un discours du genre : « on comprend la police, ils font leur travail, c'est des humains comme nous, etc. ». Là, des copains et des copines se sont un peu énervés sur cette façon d'éviter de se confronter à la réalité. Si tu remets en question le rôle de la police, pour les gens qui ont une situation sociale un peu confortable, tout s'effondre autour

d'eux, alors ils préfèrent ne pas s'y heurter. Mais même pour des gens qui ne sont pas forcément dans une lutte qui vise à abolir les frontières, la police représente un obstacle. On échange beaucoup sur les stratégies pour éviter les barrages, la sécurité de nos communications, etc.

Au delà des aides pratiques comme les maraudes, l'accueil et la solidarité matérielle, il y a aussi des mobilisations « politiques », des rassemblements de soutien et des manifestations.

Comme je l'ai dit au début, il y a eu tout le mouvement amorcé par les migrants, avec la grève de la faim, les occupations, les manifestations contre le dublinage, etc. Il y a eu aussi une grosse mobilisation avec les mineurs isolés, dont la situation est catastrophique dans le département. Il y a eu aussi des rassemblements devant les commissariats quand les migrants se faisaient arrêter. L'an dernier, il y a eu une rafle à la gare de Briançon, les migrants

ont été emmenés à la PAF⁵ à Montgenèvre. Des personnes y sont allées et se sont mises au milieu de la route pour empêcher les expulsions, une voiture de flic a délibérément forcé le passage et a percuté une des personnes sur la chaussée, il y a eu quelques réactions. Une plainte pour tentative d'homicide et violence volontaire avec arme par destination a été déposée contre les flics dans la foulée. Huit mois plus tard le procureur l'a classé sans suite pour « infraction insuffisamment caractérisée » malgré une dizaine de témoins. L'impunité des violences policières continue son bonhomme de chemin. Cet hiver il y a eu une manifestation « Briser les frontières » avec les camarades italiens, en bloquant la route pendant quelques heures, en foutant bien le bordel,

5 La Direction centrale de la police aux frontières (DCPAF), anciennement Police de l'air et des frontières (PAF), est une direction de la Police nationale française chargée de contrôler l'immigration et les frontières du pays.

...en occupation

Aux alentours de Gap, de nombreux mineurs attendent d'être pris en charge par le département et scolarisés comme le prévoit la loi. Mais c'est loin d'être le cas et une partie d'entre eux se retrouve à la rue. Une ancienne maison de la SNCF, le CHUM, est ainsi occupée à Veynes depuis l'automne 2017 pour les héberger. Depuis mars 2018, une partie de l'église de Clavière (Italie) est occupée par des migrants et des personnes solidaires des deux côtés de la frontière. L'endroit a été baptisé Chez Jésus, clin d'œil à Chez Marcel, qui se trouve à une vingtaine de kilomètres, de l'autre côté de la frontière. C'est un nouveau refuge qui vient d'ouvrir, un petit coin pour se requinquer, s'habiller chaudement et se remplir le ventre avant d'affronter la montagne. Un autre fragment de solidarité qui cette fois-ci vient bel et bien rendre visible le drame qui se trame à ces maudites frontières, à ce foutu col entouré de remontées mécaniques. Au mois d'avril 2018, la gare de Briançon, puis une école et un théâtre sont occupés provisoirement afin de fournir un hébergement d'urgence.

les flics antiémeutes protégeaient le poste de la police aux frontières. Ça c'est pour les mobilisations les plus vindicatives. Il y a aussi d'autres actions menées par les associations, mais souvent avec des messages très humanistes, comme la « cordée solidaire » ou légalistes. C'est nécessaire d'agir sur plusieurs plans, mais la critique de l'État et des frontières n'est pas admise par tout le monde.

Il y a ces différentes composantes, entre les maraudes, les associations, le Refuge solidaire, Chez Marcel... C'est très hétéroclite, avec des idées et des discours très différents. Il y a des conflits, des points de désaccord mais aussi une nécessité d'agir ensemble.

Jusqu'à maintenant il n'y avait pas vraiment d'espace de discussion ou de moments pour se coordonner. C'était un peu chacun de son côté, avec des réunions pour les maraudes, pour le Refuge solidaire, pour le squat, pour les associations... L'idéal est de faire des assemblées ou l'on puisse tous se retrouver pour discuter, débattre et se confronter, pour mieux se connaître et s'organiser. Ça commence tout juste dans le Briançonnais, ce qui permet aussi de faire apparaître les contradictions dans le mouvement et de tenter de les résoudre. Mais on a eu du mal à impulser des formes d'organisations plus collectives. Il y a eu des tentatives à l'échelle du département, entre des collectifs affinitaires, sur des bases politiques antiautoritaires ou contre les frontières. Il y a eu aussi quelques réunions avec les associations, mais c'était très explosif. C'était un peu à l'ancienne, avec un bureau qui donne les directives, une tribune pour quelques personnes qui tiennent le crachoir. Il n'y avait pas vrai-

ment moyen de discuter sérieusement et de débattre, le fonctionnement était figé et très peu perméable à la critique. C'est nécessaire de réfléchir, de se renseigner avant d'agir, d'en parler ensemble pour éviter les erreurs qui ont une incidence directe sur le parcours des demandeurs d'asile. Pendant un moment, des associations ont emmené des migrants directement au commissariat, c'est complètement absurde !

Il y a aussi une sorte d'épuisement, d'être sans cesse confronté à l'urgence rend difficile de prendre du recul sur ce qui se passe.

Tout le monde n'a pas la même manière de gérer ce qui est en train de se passer. Je vois comment ça s'est passé avec l'ouverture de Chez Marcel, des personnes étaient à fond au début, puis à un moment tu explodes. Ça te prend entièrement, physiquement et émotionnellement, et tu passes énormément de temps à filer des coups de mains, parce que c'est juste sur-réaliste ce qui se passe. Tu rencontres des migrants avec des parcours très difficiles, si tu te mets à leur place ça te donne le vertige. Il faut arriver à prendre du recul, à ne pas être à cent pour cent dedans sinon tu craques. Il y a sans cesse des exilés qui arrivent, si tu veux sauver tout le monde tu finis par t'écrouler au bout de quelques mois. C'est tellement énorme que même si tu agis tu renoues avec des sentiments d'impuissance. À un moment, tu as envie de retourner à ta vie d'avant, tu reçois trop mentalement et physiquement. Si tu es toujours à droite à gauche, à aider les gens à faire leurs papiers, leurs demandes d'asile, à monter en montagne, faire une réunion pour préparer la prochaine action ou soirée de soutien, faire vivre les lieux

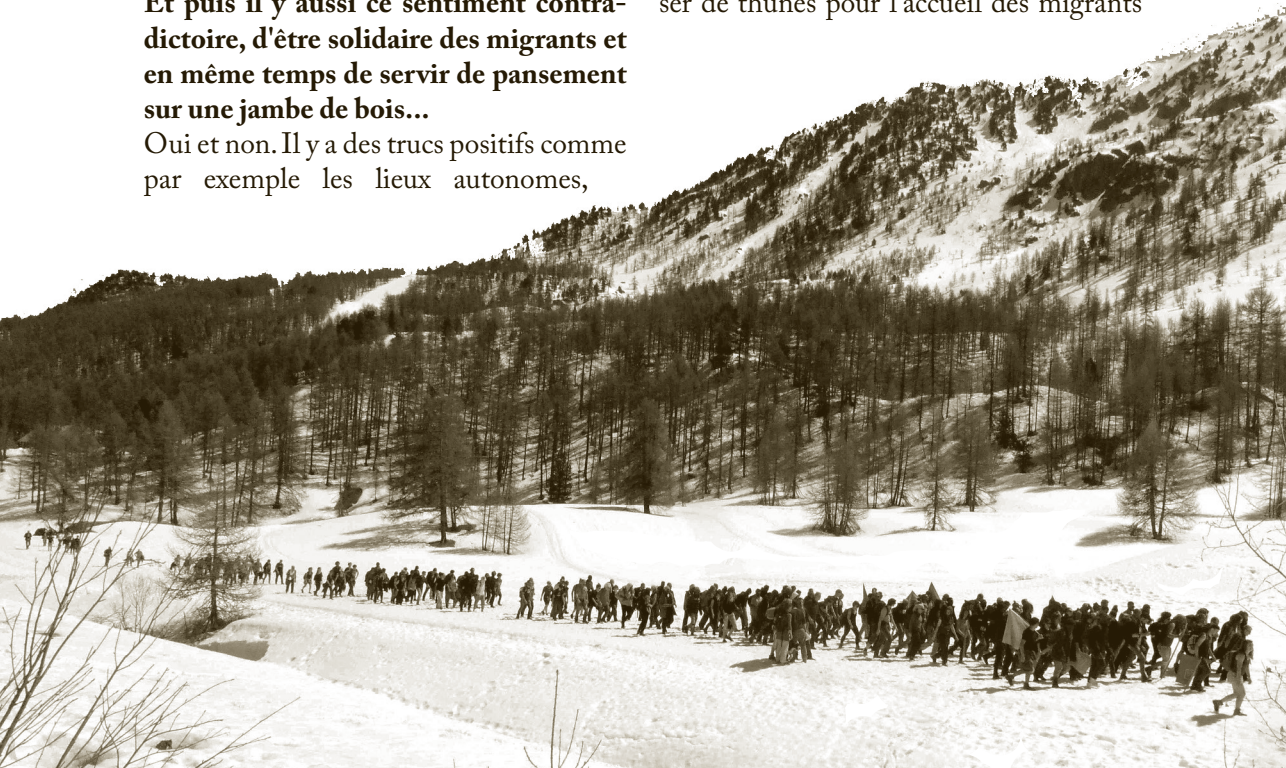


d'accueil et y faire des travaux, écrire un tract, petit à petit ça devient ingérable. Tu fais ça parce que t'as pas envie de laisser des gens dans la merde, puis tu prends conscience de l'énormité du truc, des politiques en Afrique, de la mainmise du capital partout. Quand tu remontes à la racine du problème, t'as envie de faire la révolution, mais quand tu vois l'état du mouvement révolutionnaire en France, tu as juste envie de pleurer. T'as l'impression qu'il n'y a pas grand chose qui existe, que dans le monde du travail tout le monde est sur la défensive, qu'il y a des défaites à peu près partout. Alors ça aide pas à s'opposer physiquement et idéologiquement au capitalisme qui engendre tout ça, d'autant plus que tu te retrouves vite isolé. C'est dur déjà dans les grandes villes, alors imagine à Briançon. Il y a des périodes plus intenses comme maintenant avec des grèves, des manifestations qui redonnent le sourire, mais c'est toujours pareil, c'est en dents de scie...

Et puis il y aussi ce sentiment contradictoire, d'être solidaire des migrants et en même temps de servir de pansement sur une jambe de bois...

Oui et non. Il y a des trucs positifs comme par exemple les lieux autonomes,

comme Chez Marcel ou très récemment Chez Jésus (voir encadré) où tu t'organises avec des gens que tu connaissais pas avant, tu tentes de développer des manières de fonctionner ensemble qui débordent les cadres. Tu mets en commun des choses de ta vie avec d'autres, ça c'est pas au service de l'État. Après effectivement, avec le monde qui arrive, tu commences à te dire qu'il faudrait ouvrir à Briançon une deuxième maison, une troisième, etc. et là tu commences à penser que tu es une soupape de sécurité, une sorte de palliatif au problème. À un moment c'est pas ton rôle, tu peux pas sauver la planète, t'es pas un superhéros et faut pas se prendre pour ça, tu peux pas avoir des solutions à tout. Tu vois, si cet été il y a encore des centaines de personnes, on ne pourra pas ouvrir un lieu assez grand. À un moment faut se poser des questions, même si tu as envie d'aider des gens en galère, on ne travaille pas dans le social, puis ça arrangerait trop l'État. D'un côté ça lui permet de faire des économies, de ne pas dépenser de thunes pour l'accueil des migrants



alors qu'il en dépense des tonnes pour renforcer les contrôles. Depuis quelques temps, une contradiction nous traverse tous au sujet des maraudes, on a le sentiment de servir les intérêts de l'État ou des administrations locales. On transporte des gens qui zonent dans les villages de montagne, on les amène à l'abri des regards dans des refuges solidaires, jusqu'à ce qu'ils prennent le train pour une grande ville. Ça arrange particulièrement l'État italien, mais aussi l'État français. Grâce à nous, les exilés deviennent invisibles. Il n'y a pas de concentration de gens à la frontière. Les stations de ski continuent à fonctionner comme si de rien n'était. Le jour, à Clavière ou à Montgenèvre, tu vois les touristes se baladant chaussures de ski au pied, les skis sur l'épaule, le sourire aux lèvres, et la nuit, pendant quelques heures, t'aperçois des exilés qui se planquent dans des cabanes à poubelle. Et puis tu te dis que si les exilés arrivent à passer, ils se feront dans quasiment tous les cas arrêter sur un trottoir d'une grande métropole, ou aux abords d'une préfecture lorsqu'ils entameront des démarches administratives. La frontière n'est pas cette ligne qui parcourt les Alpes, qu'on a l'impression de franchir dans l'illégalité avec des exilés, elle est partout sur le territoire. Les maraudes ont leurs limites, elles ne sont qu'un fragment de solidarité sur une route semée de violence et d'exploitation.

Parfois on a l'impression que les mouvements de solidarité deviennent malgré eux des outils de gestion des flux migratoires.

D'une certaine manière. Je me rappelle, l'été dernier, il y en a qui disaient : « Faut aller en Italie pour leur dire d'arrêter de passer, on pourra pas les accueillir ». Mais t'es qui pour leur dire d'arrêter ? Les gens s'ils veulent passer, ils passent, tu ne vas pas prendre une espèce de rôle de gestion des migrations. Il y avait pas mal ça dans la tête des gens, il faut qu'on soit responsable donc il faut qu'on gère. Il faut arrêter d'essayer que ça aille bien, parce qu'on ne pourra pas, c'est sans fin, ça ne pourra pas marcher. Tu vois genre les slogans : « une autre politique migratoire est possible, un autre code du travail est possible, un autre monde est possible », faut arrêter avec l'altermondialisme, arrêter de trouver des solutions pour que le capitalisme arrive à se maintenir. Au-delà de l'ouverture de lieux d'accueil pour que personne ne dorme à la rue, des maraudes et des actes de solidarité, il faut qu'on lutte ensemble, avec les migrants, qu'on organise une mobilisation, des manifestations, des occupations de lieux de pouvoir, instaurer un rapport de force avec l'État qui est responsable de toute cette situation à la frontière et des galères des exilés qu'on accompagne.

Avril 2018

Illustrations de Riatri

Ci-contre : dans le temps écoulé depuis que nous avons réalisé cet entretien, de nombreux événements ont secoué le Briançonnais. Le week-end du 22 avril 2018, des fascistes organisent un blocage de la frontière. En réponse, des militants italiens et français ainsi que des exilés manifestent à Montgenèvre (photo), débordent les cordons de police et arrivent à Briançon. Dans la soirée, la police traque les militants, en tabasse un lors d'un contrôle d'identité et en arrête une dizaine, dont trois qui seront placés en détention provisoire. Le ministère de l'intérieur a envoyé près de deux cents gendarmes et policiers supplémentaires pour boucler la frontière. Conséquence directe, une migrante s'est noyée dans la Durance en voulant échapper aux forces de l'ordre surgissant des fourrés. Plus d'infos sur valleesenlutta.noblogs.org



PASSEURS

CLANDESTINS À LA FRONTIÈRE ALPINE

Cet article est une traduction du texte *Passeur, Irregolari sulla frontiera alpina* paru dans le numéro 47 de la version italienne de *Nunatak*, à l'été 2017. À partir de « faits divers » de la presse locale, ce texte cherche à décaler notre regard sur la réalité des passeurs, et à remettre en question la vision manichéenne selon laquelle il y aurait d'un côté des méchants passeurs trafiquants d'êtres humains et de l'autre des gentils migrants cantonnés à une position de victime. Vision malheureusement répandue jusque dans les réseaux de solidarité avec les exilés.

S'il est évident qu'il existe de vraies crapules faisant du désespoir des populations exilées leur fond de commerce – notamment de puissants réseaux organisant les tristement célèbres traversées de la Méditerranée – les passeurs sont bien souvent d'anciens migrants, ou des migrants résignés, qui « connaissent la route » et en font leur moyen de survie. S'en prendre à ceux et celles qui font du passage de frontière leur gagne-pain, présentés comme la cause d'un problème dont ils ne sont qu'un symptôme, c'est refuser de réfléchir aux effets des politiques migratoires européennes et aux réels motifs de l'exil. Les premiers responsables des conditions de vie – et malheureusement de mort – catastrophiques des exilés sont ceux qui entretiennent un système qui organise la misère, ravagent des régions entières de la planète au nom de la démocratie puis ordonnent la fermeture et la militarisation des frontières.

« Cuneo, nouvelle route des passeurs », titrait d'un ton péremptoire *La Busiarda*¹ en décembre de l'année dernière, après la découverte par les carabinieri d'une camionnette dans la région de Cuneo, partie de Turin la veille de Noël, se dirigeant probablement vers le col de la Madeleine et bourrée de migrants. À l'intérieur, seize ivoiriens dont deux mineurs ayant fui le centre d'accueil de Licata et trois femmes dont une enceinte. Au volant, encore un ivoirien, régularisé en France et accusé d'« encouragement au passage clandestin ». Le délit constaté est prévu par l'article 11 de la loi 189/02, la tristement célèbre loi Bossi-Fini qui continue à faire autorité et qui modifie la loi Turco Napolitano de 1998. L'article stipule :

« 1. À moins que le fait ne constitue un délit plus grave, quiconque accomplit, en violation des dispositions du texte présent, des actes destinés à faire pénétrer sur le territoire national un étranger, c'est-à-dire des actes destinés à favoriser l'entrée illégale sur un territoire étranger à la citoyenneté de la personne ou qui n'a pas de titre de résidence permanente, peut être puni d'une peine pouvant aller jusqu'à 3 ans de prison et jusqu'à 15 000 euros d'amende par personne. 2. Sans préjudice des dispositions prévues par l'article 54 du Code pénal, les activités de secours et d'assistance humanitaire effectués en Italie vers des étrangers dans le besoin ne sont pas considérées comme un délit même si ces

personnes sont sur le territoire national. » La peine est alourdie si le délit est commis « par trois personnes ou plus », « afin d'en tirer profit », « pour l'entrée illégale ou le séjour irrégulier sur le territoire national de cinq personnes ou plus ».

Depuis quelques mois, les actualités relatives aux tentatives de passages illégaux de la frontière italo-française (mais pas seulement car les Alpes donnent aussi en Autriche, en Suisse, en Slovénie et en Croatie) se sont multipliées et le métier ancestral de « passeur » suscite un regain d'intérêt. On les représente comme des personnes sans scrupule, trafiquants d'êtres humains qui mettent en danger la vie d'hommes, de femmes et d'enfants désespérés contre de l'argent. Pourtant, depuis que les États et les frontières existent, existent aussi les passeurs – par choix, ou bien seulement pour l'occasion. Figures de l'imaginaire populaire des habitants des montagnes, tout à la fois connaisseurs du territoire, de ses embûches mais aussi des opportunités qu'il offre, souvent braconniers ou contrebandiers, regardés avec méfiance et suspicion – mais toujours considérés comme des membres à part entière de la communauté – entourés d'une aura de romantisme, les passeurs ont accompagné et accompagnent encore sur les sentiers de montagne difficilement praticables des personnes qui devaient ou doivent encore « passer de l'autre côté », bien souvent contre rémunération. Mais ils partagent aussi les risques avec leurs compagnons de voyage, parfois seulement par solidarité ou par complicité – comme dans le cas des *fuoriusciti*, fugitifs politiques à l'époque du fascisme.

1 *La busiardia* signifie en piémontais « la menteuse », ce surnom a été donné dans les années soixante au journal turinois *La Stampa*, alors propriété de la famille Agnelli, patronne historique de la Fiat. [Ndt]

Associés à ceux qu'on appelle les *scafisti*², les passeurs sont aujourd'hui de plus en plus criminalisés. Ils deviennent les méchants à abattre, symboles d'une invasion qu'il faudrait à tout prix arrêter. Ils servent à s'indigner parce qu'il est plus facile d'insister sur l'inhumanité présumée de ces personnages que de voir celle des honnêtes citoyens indifférents au trafic d'êtres humains causé par le fait que les frontières sont murées, grillagées, surveillées. Une façon comme une autre de détourner le regard du fond du problème : le passeur est le dernier maillon de la chaîne. Il est très curieux de voir comment les passeurs – souvent étrangers eux aussi – sont décrits comme des monstres ayant des pratiques ignobles tandis que les migrants qui essayent d'entrer ou de sortir d'Italie sont vus comme de pauvres gens. Ce sont les deux catégories dans lesquelles on mettra les migrants, plutôt que de les considérer comme des êtres humains possédant des droits, ce qui serait sûrement trop contraignant et inconfortable. La troisième catégorie étant celle des morts, mais celle-ci ne fait désormais plus le buzz.

La province de Cuneo possède différentes routes accessibles en véhicule en direction de la France : le col de Tende (1871 m, par la vallée Vermentina et le tunnel qui descend dans la vallée de la Roya et donc vers Vintimille) et le col de la Madeleine (1996 m, par la vallée de la Stura pour accéder à la vallée de l'Ubaye) sont ouverts toute l'année. Il y a aussi le col Agnel (2748 m, du val Varaita vers

le Queyras) et le col de la Lombarde (2350 m, qui relie Vinadio en vallée de la Stura à la station de ski française d'Isola 2000, à 63 km de Cuneo et à 91 km de Nice) qui sont par contre fermés du mois d'octobre jusqu'au mois de mai à cause de la neige. D'autres vallées sont praticables à pied et sont considérées comme des passages historiques de l'immigration clandestine et de la contrebande au cours du siècle dernier. Le col de Cerise et le col de Fenestre en vallée du Gesso sont particulièrement connus : c'est par là que passèrent des centaines de juifs fuyant la France après le 8 septembre 1943³.

« Il est inutile de préciser comment la question migratoire et la clandestinité – affirme avec insistance un récent communiqué de la police des frontières de Limone dans le Piémont – représentent désormais une urgence partout, non seulement dans les secteurs traditionnellement considérés comme plus chauds mais aussi dans des endroits qui étaient auparavant considérés à tort comme périphériques et qui désormais requièrent une présence, un contrôle et une attention soutenus de la part des forces de l'ordre ». Ce qui ne manque pas de se produire : la *présence*, le *contrôle* et l'*attention* deviennent toujours plus fréquents sur les routes de montagne pour ceux qui tentent de passer, même si beaucoup réussissent leur coup et ne défraient donc pas la chronique. Il semble intéressant néanmoins de lire entre les lignes des articles publiés par les journaux locaux – version papier ou en ligne – pour tenter d'aller au-delà des limites d'une

2 Terme utilisé notamment dans les médias italiens pour désigner les passeurs en mer et les trafiquants de contrebande circulant sur des petites embarcations rapides. [Ndt]

3 La proclamation de Badoglio du 8 septembre 1943 retransmise à la radio confirme l'armistice de Cassibile signé avec le chef des armées anglo-américaines Eisenhower le 3 septembre 1943. [Ndt]

information basée exclusivement sur les sources policières, qui dans des cas comme ceux-là sont les seules disponibles.

En janvier, deux camions Ford et Volkswagen immatriculés en France avec à bord trente-quatre personnes sont arrêtés en pleine nuit sur la commune d'Argentera, à proximité du col de la Madeleine. Les carabiniers arrêtent les deux passeurs : un homme de cinquante ans, sénégalais, et un quarantenaire guinéen, résidant en France et aux casiers judiciaires vierges. Les camions s'avèrent avoir été loués à Turin. À bord, treize habitants de Côte d'Ivoire, six du Mali, six de Nouvelle-Guinée, deux du Cameroun, trois du Ghana, un de Gambie, un du Burkina Faso, un du Sénégal, un du Libéria, et parmi eux deux enfants de trois et neuf ans avec leurs parents. On apprend par le communiqué que « parmi les étrangers transportés, quatorze n'avaient pas de permis de séjour, les vingt autres étaient demandeurs d'asile, et pour beaucoup d'entre eux, cette demande avait été refusée par les autorités italiennes ». Il semblerait qu'ils se dirigeaient vers Grenoble et qu'ils avaient convenu de payer 50 euros pour la traversée, payables à la fin du voyage. La nationalité des deux conducteurs et les modalités de paiement semblent indiquer qu'il y avait un lien direct entre les conducteurs et les passagers, provenant tous de la même zone géographique en Afrique. Probablement qu'en cette nuit de début janvier au col de la Madeleine, il aurait fait particulièrement froid et que la route aurait été difficilement praticable. S'il était arrivé quoi que ce soit – nous pensons particulièrement aux deux enfants – la cible toute désignée aurait été les passeurs, ces criminels sans

scrupule ! Cela permet d'éviter de réfléchir sur la fermeture des frontières qui contraint ceux qui ont survécu au désert et à la mer à tenter, une nouvelle fois, de passer. Et si on est prêt à braver le destin et peut-être à risquer sa vie, cela signifie sans doute que le désir de liberté est plus fort que n'importe quelle barrière en travers du chemin. Quelle vie ces hommes et ces femmes imaginaient-ils à Grenoble ? Que leur est-il arrivé après cette nuit-là ? Dans la presse, nous avons appris que « les deux passeurs ont été arrêtés et, sur ordre du ministère public du parquet de Cuneo, ont été incarcérés, tandis que les deux véhicules et téléphones, ainsi que le matériel en possession des conducteurs et utile à la poursuite de l'enquête, ont été mis sous séquestre ». « Les personnes transportées ont été conduites vers les casernes de Borgo San Dalmazzo et de Cuneo pour les procédures d'identification, réalisées à l'aide de signalement photographique, relevé d'empreintes digitales et consultation des bases de données [...]. Au terme des procédures d'identification des trente-quatre étrangers, et en attendant les décisions par la préfecture et le commissariat de Cuneo de leur expulsion ou de leur accompagnement vers des CIE (Centres d'identification et d'expulsion⁴), les carabiniers les ont accompagnés dans une structure d'accueil de la Croix-Rouge italienne à San Dalmazzo où ils ont pu se reposer ». À l'humiliation de s'être fait arrêter dans la tentative de fuite d'une condition sans avenir, vient s'ajouter l'énième humiliation des empreintes digitales, d'être à nouveau identifiés, signalés, fichés en tant que criminels, avec en plus la menace du

4 Équivalent italien des CRA (Centre de rétention administrative). [Ndt]



CIE et la Croix-Rouge qui, au lieu de leur permettre de récupérer, est le bras humanitaire du système de contrôle et d'exclusion des migrants.

Une voiture aux « vitres arrières fumées » a été arrêtée à la fin du mois au cours d'un contrôle près de la frontière. À bord, deux Roumains « ayant des précédents pour encouragement à l'immigration clandestine », trois Pakistanais et un Bangladaï sans papiers d'identité, « habillés d'une manière non hivernale ». Qui sait ce qu'a pu penser ce jeune de Dacca quand les policiers lui ont mis la lampe torche dans la figure ? Quelles pensées lui sont alors passées par la tête en voyant la montagne déserte et silencieuse autour de lui en pleine nuit hivernale, à 2000 mètres d'altitude, alors qu'il vient d'un des pays

les plus rava-
gés et densé-
ment peuplés
du monde ? Il
semblerait que le
droit de passage
s'élevait à 250
euros par per-
sonne.

Dans la province de Cuneo, les contrôles s'intensifient aussi bien autour du petit aéroport international de Levaldigi que sur la ligne historique de chemin de fer de Cuneo à Nice.

En mars eut lieu l'arrestation rocambolesque d'un jeune Marocain régularisé en Espagne. Suite à une course-poursuite du village de Vinadio jusqu'à la frontière, les carabiniers ont bloqué une Volkswagen Golf. « Les occupants de la voiture prirent la fuite par les bois, mais la rapidité des policiers permit de bloquer le conducteur ainsi qu'un des quatre passagers » relate le communiqué. Les trois fugitifs, tous Marocains, furent arrêtés dans le bois à quelques centaines de mètres suite à l'arrivée de renforts. Le montant total de la rémunération pour ce trajet s'élevait à 700 euros.

Toujours en mars, à San Dalmazzo, à la confluence des vallées Vermenagna et de la Stura, une patrouille de carabiniers croise une voiture avec à bord des personnes à la peau mate. Ils décident alors de procéder à un contrôle. Au volant, un Ivoirien ayant des papiers italiens et résidant dans la région de Cuneo. À ses côtés un Ivoirien et trois Maliens, tous en demande d'asile. Ils sont immédiatement arrêtés, même si le col de la Madeleine se situe à 59 kilomètres de Borgo San Dalmazzo. Les militaires soutiennent que les passagers auraient payé environ 1 000 euros leur passage vers la France.

On trouve aussi une femme parmi les passeurs arrêtés : une Roumaine de 19 ans, en règle et résidant à Turin a été arrêtée en mai par la police des frontières avec à bord cinq Pakistanais ayant fui les centres d'accueil pour demandeurs d'asile de Crotone, Prato et Gorizia. En Italie, les Pakistanais arrivent en seconde position dans le nombre de demandeurs d'asile – après les Nigériens. Ils effectuent souvent de longs et dangereux voyages

par la terre en traversant l'Iran et la Turquie, puis prennent le bateau ou l'avion pour la Libye avec un visa de travail, d'où ils embarquent pour l'Italie. Beaucoup arrivent également depuis l'Égypte. Ils laissent derrière eux l'instabilité politique, le fondamentalisme des talibans et le chômage des jeunes, qui représentent plus de 70 % de la population. Beaucoup font partie de la classe moyenne instruite. Comme le Pakistan est considéré comme un pays sûr – selon les critères de la commission qui préside aux demandes d'asile – 90 % des demandeurs d'asile pakistanais voient leur demande rejetée. Difficile d'imaginer cette jeune roumaine, qui entre-temps a été incarcérée au quartier des femmes de la prison de Turin, comme une dangereuse criminelle. Nous sommes plus enclins à penser aux conditions de beaucoup de migrantes et migrants, en situation régulière ou non peu importe, contraints à une incertitude permanente, à l'exploitation par le travail, à l'exclusion sociale, dans un déséquilibre permanent entre légalité et illégalité, discriminés par le racisme d'État. Cette jeune femme ainsi que ses cinq compagnons de voyage arrêtés en montagne ne peuvent que susciter une certaine sympathie et un élan de solidarité.

À la même période, une autre jeune femme, italienne cette fois, venant de Cuneo, a été jugée par le tribunal de Nice pour le même délit. Elle a été arrêtée à Menton au volant d'un camion : avec elle voyageaient un couple d'Érythréens et leur enfant de six mois, trois femmes et deux hommes d'Érythrée, d'Éthiopie et du Tchad, tous en situation irrégulière. À la patrouille mixte de policiers italiens et français qui l'ont arrêtée, elle a répondu :

« Les personnes que j'ai emmenées en France sont mes amis. Il n'est pas dans mes habitudes de demander leurs papiers à mes amis ». Elle s'en est sortie avec une amende, tenant compte de la circonstance atténuante de la « motivation humanitaire ». Au tribunal elle a déclaré : « Je ne vois pas la frontière, pour moi elle n'existe pas, il n'y a donc aucune illégalité dans ce que je fais [...] Il s'agit juste d'un filtre injuste et inhumain destiné aux personnes de couleur ». Ou encore : « Parler de nous permet à l'opinion publique de se soulager la conscience et de continuer à se foutre de ce qui se passe, sans focaliser l'attention sur la frontière et sur les drames qui s'y jouent chaque jour ».

Voilà deux figures féminines qui démontent le stéréotype du passeur trafiquant d'êtres humains, qu'elles aient agi de la

sorte par nécessité ou par humanité. Dans les deux cas et par leur comportement, elles ont contribué à remettre en question la frontière, des Alpes à la mer, en mettant en évidence que l'autorité et l'uniforme se trouvent toujours du mauvais côté. La première, comme tant d'autres, n'aura probablement pas la parole, demeurera sans visage, aux prises avec les difficultés de la vie quotidienne que la société impose aux migrants. Nous souhaitons à la seconde, photographiée et interviewée – ce dont elle se serait probablement passée – qu'elle continue son engagement auprès des migrants, en dépit de ces lois injustes et liberticides, parce que le chemin pour se libérer des frontières peut être long, des rues et places des métropoles jusqu'aux sentiers montagnards abrupts.

Lele Odiardo

Illustrations de Riatri et Oulfa.

